

Fête finie, dégâts limités et policières rétablies

Malleray Après tout un week-end de rave marqué par une confrontation violente avec la Police cantonale, les derniers participants ont quitté les lieux ce lundi matin. La Bourgeoisie va porter plainte.

Lyndon Viglino
Olivier Zahno

La rave-party illégale qui a rassemblé plus de 2000 personnes sur les hauteurs de Malleray s’est achevée dimanche soir. «La musique s’est arrêtée aux alentours de 22h», indique Laurent Blanchard, président de la Bourgeoisie de Malleray. Ce lundi matin, il restait encore quelques véhicules sur place, mais la majorité des fêtards avaient déjà quitté les lieux, le rassemblement s’étant progressivement dissipé après l’orage survenu dans l’après-midi.

La Bourgeoisie prévoit de porter plainte. «Ces gens sont venus illégalement sur notre terrain, sur nos pâturages. Nous allons nous réunir avec le Conseil pour déposer plainte, par principe, même si je doute qu’elle ait de réelles retombées», précise Laurent Blanchard.

Un site étonnamment propre

Sur le plan environnemental, Laurent Blanchard se dit «agréablement surpris» par l’état du site. «Vu l’ampleur de l’événement, c’est plutôt propre», souligne-t-il. Il s’inquiète toutefois des conséquences sanitaires possibles des excréments humains laissés sur les pâturages, notamment pour son bétail. Les organisateurs ont proposé un dédommagement, que la Bourgeoisie a refusé. «Accepter de l’argent aurait pu être interprété comme une forme de cautionnement. Ce n’est pas le message que nous voulons envoyer.»

«Je reconnais que le site a été bien rangé», confirme à



Lundi matin, le site était presque vide et relativement propre. Laurent Blanchard, président de la Bourgeoisie de Malleray, s’inquiète toutefois des conséquences sanitaires potentielles des excréments humains laissés sur les pâturages, notamment pour son bétail.

Olivier Zahno

”
Vu l’ampleur de l’événement, c’est plutôt propre.

Laurent Blanchard
Président de la Bourgeoisie de Malleray

Keystone-ATS le maire de Valbirse, Jacques-Henri Jufer, après s’être rendu sur place. Il n’a pas constaté de dégâts sur la place de pique-nique, mais rappelle que cette fête illégale a dérangé la faune et la population des communes de la Vallée. «Je souhaite qu’au niveau des instances politiques, l’on puisse interdire ce genre de choses.»

Mais tout n’est pas si simple, ces manifestations étant organisées dans le plus grand secret par un petit groupe international. L’un des «teufeurs», venu de Toulouse, a confié lundi matin à RJB qu’il ignorait «jusqu’au dernier moment» le lieu exact de la rave. «On connaît le pays, et c’est tout.» La députée Anne-Ca-

roline Graber admet, quant à elle, qu’il est difficile d’agir dans ce contexte. Auteure d’une interpellation déposée dimanche au Grand Conseil, l’UDC neuvevil-loise espère au moins stimuler la prise de conscience. «Il est peut-être possible de créer un dispositif qui permettrait d’anticiper ce genre de fête illégale, en interceptant des messages, par exemple», suggère-t-elle, avant de prendre la défense de la Police. «Les forces de l’ordre ont tout mon soutien. Elles ont dû reculer et je le comprends. Mais on ne peut pas accepter que ce cas de figure devienne la norme en Suisse.»

Les deux policières blessées samedi soir lors de l’interven-

tion vont bien, «compte tenu des circonstances», indique par ailleurs Keystone-ATS. On rappelle que les forces d’intervention ont été attaquées à l’aide de barres de fer, de jets de bouteilles et de bois. La Police cantonale a répliqué avec des balles en caoutchouc et du gaz irritant.

Tolérance à géométrie variable

Il s’agit de la troisième rave-party organisée sur les pâturages de la Verte-Joux. Toutefois, cette édition a pris une ampleur tout à fait inédite. Lundi matin, de nombreux ressortissants français étaient parmi les derniers à occuper

le site. «Une fête magnifique dans une nature magnifique», s’est réjoui l’un d’eux au micro de RJB, dénonçant selon ses termes «l’attaque» lancée par les policiers. Interrogé sur les nuisances sonores, il tempère: «Un tel événement va peut-être se passer une, deux ou trois fois dans l’année ici. Des festivals légaux font plus de bruit que nous, mais l’argent rentre dans les poches du gouvernement, donc rien ne se passe. Dans d’autres pays, on trouve des accords. Pourquoi ne pourrait-on pas y arriver en Suisse?»

Dans le reste de l’Europe, certains pays comme la Belgique, les Pays-Bas et l’Al-

lemagne font preuve d’une tolérance relativement grande quant à l’organisation de rave-parties. La France a serré la vis après les incidents de Redon en 2021, quand de violents affrontements avaient éclaté entre les teufeurs et la police. Mais la palme de la répression revient sans doute à l’Italie, avec le décret de la loi anti-rave de 2022, du gouvernement Meloni. Le texte prévoit jusqu’à six ans d’emprisonnement et 10’000 euros d’amende pour les organisateurs de fêtes illégales. Un texte qui avait provoqué l’indignation de l’opposition, laquelle dénonçait la remise en cause de la liberté citoyenne.

Le bilan du plusQ’île est à l’image de la météo: mi-soleil, mi-tempête

Bienne Au lendemain de l’édition 2025 écourtée par la tempête de dimanche, le festival de cirque et des arts de rue dresse un constat un peu amer.

Julie Gaudio

Ce devait être l’édition du renouveau pour le festival plusQ’île, après plus d’une année de pause. Mais c’était sans compter la tempête de dimanche qui a tout balayé sur son passage, les infrastructures comme les espoirs. En ce lundi, l’événement biennois célébrant le cirque et les arts de rue s’est réveillé avec un sentiment mitigé. «De manière générale, nous sommes très contents d’être revenus cette année, l’ambiance était magnifique», salue Nina Pigné, la directrice artistique du plusQ’île. «Le public était au rendez-vous, le bouche-à-oreille a bien fonctionné et nous avons reçu des

retours très positifs sur notre programmation.»

Néanmoins, quelques points négatifs entachent ces impressions. Le premier concerne la billetterie. Afin d’assurer sa pérennité, le festival avait décidé de miser, en partie, sur des spectacles à prix fixe. Ceux programmés en soirée sous le grand chapiteau étaient accessibles moyennant un billet compris entre 10 et 30 francs. Pour le reste, le système du paiement au chapeau s’appliquait. «Le festival a comptabilisé 700 entrées sur les sept représentations sous chapiteau, pour une capacité théorique de 1700 places, soit un taux de remplissage proche de 42%», est-il précisé dans le communiqué. A quoi

est-ce dû? «Nous devons analyser tous les facteurs pour pouvoir tirer des conclusions», souligne Nina Pigné. «Une chose est sûre, c’est la première fois que nous sommes confrontés à une telle fréquentation. Lorsque l’accès était libre et au chapeau, le chapiteau était toujours complet. Nous devons même parfois refuser des gens.»

Avenir incertain

Dès lors, le plusQ’île misait sur la journée de dimanche pour renflouer les caisses. «Nous avions programmé quatre spectacles en extérieur ce jour-là, qui sont déterminants pour nos entrées au chapeau. Nous comptions là-dessus pour sécuriser le festival», indique Nina Pigné. Si



Avant que la tempête ne joue les trouble-fêtes, l’édition 2025 du plusQ’île se déroulait à merveille.

Dylan Bourquin

le soleil a parfois été trop chaud les jours d’avant, dimanche, il n’était plus le principal problème. La tempête a contraint le festival à évacuer le site des Prés-de-la-Rive dès 15h, puis

à conclure son édition 2025 prématurément.

Une artiste a été blessée lors des rafales tempétueuses, mais «va bien désormais, malgré son nez cassé», rassure Nina

Pigné. «Notre protocole d’évacuation a très bien fonctionné, nous sommes soulagés qu’il n’y ait eu aucune victime grave.» Les dégâts sont surtout matériels, même s’il est encore trop tôt pour en évaluer le montant. «Nous avons une assurance seulement pour les chapiteaux, mais n’avons pas d’assurance pour perte d’exploitation. Dès lors, nous manquons de stabilité au niveau financier, malgré les soutiens de la Ville de Bienne», détaille Nina Pigné.

Par conséquent, la directrice artistique ne peut se risquer à annoncer un retour du plusQ’île en 2026. Un appel à soutien sera probablement lancé ces prochains jours. Pour l’instant, l’équipe s’active pour démonter et ranger le site. «Nous assimilons le choc et nous évaluerons la situation plus tard», conclut-elle.